

Informations du Collectif Roosevelt 31

Bonjour

Nous nous réunissons demain, voilà l'ordre du jour prévu, consacré en priorité à la définition de l'action et de l'organisation à venir de notre groupe.; venez nombreux, merci !

Informations du national

- Campagne municipales: le questionnaire 'Collectif Roosevelt' à destination des candidats est disponible (voir fichier questionnaire pdf ci-joint)
- > Nous débattons de la façon de l'utiliser.

Organisation/action du groupe

- Passage en revue des différents moyens d'action identifiés (voir liste dans l'excel joint, action organisation GL CR 31) en terme de

- efficacité
- effort associé
- idée d'application pratique possible
- personnes intéressées

Pour choisir/définir nos actions à venir

- Organisation du groupe
 - Ressources: synthèse des réponses aux questionnaires
 - Passage en revue des besoins identifiés pour assurer la vie du groupe
 - recensement des personnes intéressées

En complément, Je vous mets en pièce jointe une proposition d'ébauche de contenu de notre site local 31, pour que vous ayez un aperçu de la dynamique/état d'esprit que nous souhaitons impulser

Cordialement

Frédéric Jouffroy, référent du groupe local31

Merci de ne pas répondre à liste-toulouse-hautegaronne@collectif-roosevelt.fr mais seulement au(x) référent(s) pour ne pas engorger les boîtes mail !

NB: Pour s'inscrire à notre lettre d'information, contacter toulouse@collectif-roosevelt.fr

Informations Associées

- A voir, assez édifiant concernant les visions respectives de la gauche et de la droite, débat entre Danielle Simonnet (Parti de gauche) et NKM, sur le film "Les jours heureux" et l'actualité du programme du Conseil National de la Résistance.

http://www.lepartidegauche.fr/lateledegauche/encampagne/les-jours-heureux-debat-entre-danielle-simonnet-nathalie-kosuscio-morizet-26918?utm_source=twitterfeed&utm_medium=twitter

- Sur la taxe sur transactions financières, après notre action 'Cartes Postales' à l'automne, nous ne pouvons que vous conseiller de signer la pétition lancée par Attac et le collectif pour un audit citoyen de la dette.

Il y a quelques jours, plusieurs membres du collectif d'audit citoyen ont signé une lettre ouverte à François Hollande pour l'enjoindre à ne pas céder au lobby bancaire et à mettre

en place une véritable taxe sur les transactions financières (TTF).

L'enjeu est important : le 19 février à l'Élysée, François Hollande et Angela Merkel rendront publique leur position commune sur la TTF européenne. Or depuis plusieurs mois Bercy et les banquiers s'efforcent de la vider de son contenu.

Cette lettre est disponible ici : <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/lettre-ouverte-europeenne-a>

Vous pouvez facilement la signer et l'envoyer à François Hollande par l'intermédiaire du lien suivant : <https://france.attac.org/se-mobiliser/taxer-les-transactions-financieres/article/envoyez-la-lettre-ouverte>

Vous trouverez ci-dessous des éléments d'information et de contexte. Mobilisons-nous contre le lobby bancaire et pour une véritable taxe sur les transactions financières !

Début 2013, la Commission européenne a présenté un projet de taxe sur les transactions financières (TTF) pour être mis en œuvre dans onze pays de la zone euro, dans le cadre d'une coopération renforcée. La décision finale des onze pays concernés est imminente.

L'assiette proposée est large : la grande majorité des transactions financières serait concernée, à l'exception regrettable des transactions de change. Les taux proposés sont intéressants : 0,1 % pour les actions et produits structurés et 0,01 % pour les produits dérivés. Le Parlement européen propose de relever ce taux à 0,05 %.

Avec les seuls onze pays participants, cette taxe rapporterait 36 milliards d'euros, qui pourraient servir à protéger l'emploi et les services publics et à financer les engagements internationaux français et européens en matière de lutte contre la pauvreté et de changement climatique. En France seulement, la TTF européenne rapporterait 10,8 milliards d'euros, contre 0,6 milliard pour la dérisoire taxe de bourse promue début 2012 par Nicolas Sarkozy sous le vocable mensonger de TTF.

Malgré ses lacunes, la proposition de la Commission représenterait une avancée. Elle pourrait permettre de dissuader la spéculation et le trading à haute fréquence, et de réduire la taille et l'instabilité des marchés financiers : un premier pas pour réduire durablement le pouvoir de la finance.

Pourtant, depuis juin 2013, le lobby bancaire fait de la résistance. Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, a encore déclaré récemment sans aucune retenue qu'« avec la TTF les banques partiront ». Bercy s'emploie donc à vider de son contenu le projet de la Commission. En introduisant de nombreuses exemptions notamment sur les produits dérivés, la France semble vouloir reproduire la soi-disant « TTF » française à l'échelle européenne. Une taxe vingt fois moins ambitieuse que le projet de la Commission !

- Sur l'Accord Général transatlantique

- en pièces jointes, 3 documents intéressants pour décoder le contenu de ce projet.; nous en reparlerons
- Ci-dessous, Un article de Pierre Pierre Defraigne (chef de cabinet de Pascal Lamy lors qu'il était le commissaire chargé du commerce, puis directeur général à la DG commerce; il sait de quoi il parle ...)

Chère Madame, Cher Monsieur,

Il est surprenant que l'UE qui éprouve tant de difficulté à réaliser le consensus nécessaire

pour mener une politique étrangère dans son voisinage méditerranéen et en Afrique, se soit engagée dans la négociation d'un «marché intérieur transatlantique» à l'unanimité de ses 28 Etats-membres et à la majorité du Parlement européen. Les procédures démocratiques ont assurément été respectées. Mais cela ne suffit pas à faire de cette décision, stratégique pour l'avenir de l'Europe et pour son identité, une décision vraiment démocratique. Le citoyen européen qui n'en a jamais entendu parler sérieusement n'a pas encore réalisé la portée de ce choix dans lequel il ne voit qu'une simple mesure de politique commerciale.

L'affaire du projet de TTIP dévoile un mode de fonctionnement de l'UE par lequel lobbies, diplomates et technocrates sont en mesure de faire avaliser par un Conseil européen dominé, pour ce thème, par le Royaume Uni et par l'Allemagne, une décision qui vient interférer d'une façon aussi intrusive avec le processus de construction européenne. Plus inquiétant encore, cette malencontreuse option stratégique a été entérinée par le Parlement européen. On comprend mieux du coup la distance qui se crée entre l'UE et le citoyen. En fait, on peut être pour le libre échange et pour l'Alliance atlantique et néanmoins s'opposer au TTIP au nom de la cohérence du projet européen.

C'est la thèse développée dans le [texte en pièce jointe](#), et auquel le lien suivant donne accès: <http://www.madariaga.org/in-the-media/>

L'auteur, plus préoccupé de faire avancer l'Europe qu'à combattre des chimères bureaucratiques-diplomatiques, n'entend pas faire campagne contre le TTIP qui s'enlisera d'ailleurs de lui-même. Mais l'occasion se prête bien à une réflexion sur la singularité du projet européen qui ne doit pas se diluer dans un espace transatlantique dominé par les lobbies, au demeurant principalement américains. Et pour cause!

Bien cordialement vôtre,

Pierre Defraigne

N'hésitez pas à nous faire vos propositions pour enrichir cette section !